

Défi d'Ali Bongo au peuple gabonais

« Venez me chercher ! »

Ali Bongo Ondimba vient lui-même de lancer les hostilités en vue de son départ du pouvoir qui risque de se passer, non pas par les urnes, mais par la rue. Samedi dernier, pratiquement ivre de constater la misère des jeunes compatriotes dont il avait acheté la conscience avant d'aller déposer sa candidature, Ali Bongo ne s'est pas privé de lancer ce défi au peuple gabonais : « Venez me chercher ! ».

Samedi dernier, le chef de l'Etat et son épouse ont renvoyé une image pitoyable devant la foule. Après avoir mobilisé toute la République pour aller déposer un simple dossier de candidature à la Cénap, Ali Bongo, qui peine à masquer sa frilosité au regard de la détermination du peuple gabonais à le dégager du pouvoir malgré les fortes sommes qu'il mobilise et qu'il distribue en ce moment pour espérer s'accrocher au pouvoir, a demandé, arme au pied, à son peuple de venir le chercher. Mais aller chercher cet homme maintenant pour en faire



Pendant que le couple Ali Bongo jubile, voilà...

avec le régime, on ne voit pas cette femme gabonaise qui va oser soutenir votre dictateur et imposteur de mari. En tous cas, pas sa tante Emma Rose Ngoulakia, pas non plus nos mères que vos policiers ont humiliées à l'ancienne gare routière en exhibant urbi et orbi leur nudité. Savez-vous que, dans la culture gabonaise, voir la nudité d'une femme, d'une mère contre sa volonté, est un signe de malédiction ? Que vous parliez en votre nom ou de celui de vos obligées, cela n'engage personne, mais venir le faire, au nom de la femme gabonaise, la vraie, celle qui va bientôt participer à votre départ

dépenser autant d'argent pour rien, juste pour ce simulacre de samedi dernier, cela prouve non seulement que vous en avez assez pris au peuple gabonais pour balancer autant de millions, voire des milliards, par la fenêtre pour une cause que vous savez perdue d'avance est tout de même lamentable. Un peu comme vous l'avez fait avec l'autre fameuse marche de « la paix » qui a été magistralement corrigée par la grande mobilisation monstre de trois jours trois nuits lors des obsèques d'André Mba Obame.

Ali veut-il vraiment qu'on vienne le chercher ? Sait-il





...le sort qu'il réserve à la vraie jeunesse gabonaise, la répression.

quoi ? Cette attitude de défiance, d'arrogance et de mépris ne peut contribuer qu'à l'emmener à sa perte. Imaginez François Hollande en train de dire au peuple français, actuellement dans la rue pour manifester contre la nouvelle loi travail, « Venez me chercher ! ». Le débat n'est pas là-bas. On l'accuse d'être Biafrais. C'est cela le vrai débat. Il doit donc justifier ses origines pour confondre ses contempteurs.

On peut d'ores et déjà se poser la question de savoir qui est allé déposer le dossier à la Cénap samedi dernier. Le citoyen Ali Bongo Ondimba, illustre sans-papier de l'émergence, candidat à sa propre succession, ou Ali Bongo Ondimba, président de la République chef de l'Etat ? Que ce soit l'un ou l'autre, avait-il besoin de mobiliser toute la République pour, à la limite, remplir une simple formalité administrative à la Cénap ? Pour la bonne compréhension des uns et des autres, l'étape de l'enregistrement des candidatures est distincte de celle de l'examen et de validation. Autrement dit,

lorsqu'un candidat constitue son dossier, la Cénap lui exige un certain nombre de pièces. S'il apporte l'ensemble des pièces exigées, la Cénap marque effectivement sur son récépissé de dépôt de candidature : « Dossier complet ». Peu importe si les pièces fournies par l'un des candidats sont vraies ou fausses. Cette étape, pour ce qui est de l'enregistrement des candidatures pour la prochaine présidentielle, s'achève aujourd'hui 12 juillet à 13 heures. Va ensuite commencer la phase d'examen des dossiers de candidature de l'ensemble des candidats. Et, à ce moment-là, grâce aux représentants de l'opposition à la Cénap, les uns et les autres sauront quel acte de naissance a fourni Ali Bongo Ondimba. Et si, par extraordinaire, sa candidature est validée, débutera alors le contentieux pré-électoral. Ce contentieux va, au regard des stratégies actuelles que développent l'opposition et le peuple, se situer à deux niveaux. Au niveau des tribunaux d'abord. A cette étape, l'opposant Luc Bengono

Nsi a déjà pris les devants en saisissant la Cour d'appel de Libreville pour qu'elle se prononce sur les origines d'Ali Bongo Ondimba. Mais à ce niveau, celle qu'Ali vient de nommer comme premier président de cette cour n'est autre que Paulette Ayo Mba, celle-là même qui est venue affirmer à la RTPDG, sans sourcilier, qu'elle a joué avec Ali dans leur enfance et que ce dernier est bel et bien le fils d'Omar Bongo et Joséphine Kama quoique la planète entière sache désormais que dame Kama n'a jamais enfanté. L'autre pan de la procédure serait d'inonder la Cénap de lettres de contestation de la candidature d'Alain, pardon d'Ali Bongo Ondimba. Au cas où il y aurait échec à ces niveaux, il reste toujours une autre voie, celle où le peuple lui-même doit prendre ses responsabilités pour chasser l'imposteur.

Et l'épouse du chef de l'Etat, Sylvia Bongo Ondimba, gagnerait à faire profil bas au lieu de venir humilier nos filles, nos sœur et mères en ces termes : « Aujourd'hui est



La famille se serre les coudes. Comme c'est touchant ! On constate que Pascaline se voit obligée de pincer le lèvres, alors qu'Ali et sa supposée mère forcent le sourire

un jour particulier. Un jour qui compte dans la vie de l'homme. Un jour qui compte dans l'Histoire d'un pays.

On dit que lorsque les femmes se lèvent, quelque chose se passe. Aujourd'hui, nous, femmes gabonaises, nous nous sommes levées, nous nous sommes mobilisées pour manifester notre foi en un homme de vision, de conviction, de passion.

Pour manifester notre soutien sans faille à un homme d'engagement

Aujourd'hui, nous voulons dire haut et fort : « Oui Ali, nous, les femmes gabonaises, nous te soutenons. Nous soutenons ta candidature pour l'élection présidentielle 2016 afin de poursuivre la route vers l'égalité et le changement ».

En dehors de celles qui ont un lien particulier

du pouvoir, ne peut être perçu que comme un acte d'abomination.

Prenez-le pour dit ! Votre fameuse manifestation de samedi dernier avec, à sa tête, un imposteur, n'a en réalité impressionné personne. La preuve, d'autres compatriotes, qui se sont sentis frustrés par ce comportement digne d'un banditisme d'Etat, sont aussi descendus dans la rue pour confondre l'imposteur. Et là, vous n'avez eu d'autre choix que d'employer la force aveugle et brutale. Nos compatriotes, que vous avez arrêtés samedi dernier, sont certes privés de leur liberté, mais la vraie liberté, et ils le savent, est d'abord dans la tête. Et à ce niveau, vos menottes et vos geôles n'y peuvent rien. Par contre,

qu'avant lui on a fini par aller « chercher », mais là de manière humiliante, d'autres Africains pourtant dignes de ce nom à l'image de Mouammar Kadhafi (tué par la France) ou Laurent Gbagbo, actuellement en procès à la Haye ? Sauf à vouloir jouer à son tour les Simone Gbagbo, Sylvia gagnerait à faire profil bas et de ramener son mari à la raison. La première qualité d'une autorité, parce qu'elle dispose de la puissance que ses subalternes n'ont pas, est l'humilité. Un chef de l'Etat devrait s'abstenir de défier son peuple en lui disant « Venez me chercher ! ». Un jour, on ira effectivement chercher les Bongo pour les juger. Prenez-le pour dit !

Guy Pierre Afane Ayare